

[Texte]

listen where these funds could be obtained and where they have been misspent.

The Minister left in the supplementary estimates \$22,000 for the completion of federal labour-intensive projects and \$164,517 for the depletion of certain debts due to Her Majesty. It would be helpful if we had a detailed explanation of these items. He mentioned them briefly. We would also like to know if these have to be paid this year. Why were they not announced in the main estimates last April? If these requirements could have been deferred the money could have been put to good use, I submit, in fisheries research.

The supplementaries also list \$600,000 for working capital for Fishery Products Ltd. in Newfoundland. I am not opposed to this, but I believe it would be helpful if the Committee were informed or provided with the details of this loan, such as the length of the loan, how many jobs it will create or save and the guarantees provided by the company covering the loan.

My colleagues will have other questions concerning these supplementaries and the direction of the government's fisheries policies. In fact, I submit, Mr. Chairman, since the Minister has stated some views about quotas and what he intends to do, it would be helpful, most helpful, in understanding the government's priorities if the Minister made available to Committee members his proposals for managing the Atlantic coast groundfish fish industry in 1977. This should give us a better understanding of the quotas made available to Canadians as well as to foreigners and help us to better understand the government's fisheries program for the future.

Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Thank you very much. Mr. Minister, you have four and a half minutes to answer the question and comment on the comments of Mr. Crouse.

**Mr. LeBlanc (Westmorland-Kent):** Mr. Chairman, I am sure that any minister trying to make ends meet in his responsibility deplores any waste that takes place, and I no less than any other. Certainly it is to try to correct this sort of situation that the report of the Auditor General's was referred to a committee where those items can be studied in greater depth than we can here.

I have to take issue with Mr. Crouse with respect to a certain number of assertions. The \$3.9 million is in payment to other departments for increases of their activity on our behalf in exactly the same way that Transport and Defence pay the Department of the Environment for its contribution to weather forecasting in the Environmental Atmospheric Services, and this is a fairly normal way of paying a departmental bill to

[Interprétation]

montant de 3.9 millions de dollars n'est pas suffisant. J'essaie d'expliquer à quiconque veut bien m'entendre comment on pourrait trouver les fonds nécessaires en citant des cas où il y a une mauvaise utilisation de fonds.

Le Ministre a maintenu dans le budget supplémentaire une somme de \$22,000 pour l'achèvement de projets fédéraux créateurs d'emplois et une somme de \$164,517 pour le remboursement de certaines dettes à la Couronne. J'aimerais savoir s'il possède une explication détaillée de ces postes. Il en a parlé brièvement. J'aimerais également savoir s'il est nécessaire que ces paiements soient effectués cette année. Pourquoi alors ne pas avoir annoncé la chose dans le budget des dépenses principales en avril dernier? Si ces paiements avaient pu être reportés, on aurait pu utiliser à bon escient l'argent ainsi libéré, notamment pour la recherche dans le domaine des pêches.

Dans le budget supplémentaire, on trouve également un montant de \$600,000 qui sert de capital d'exploitation à la Fishery Products Ltd., à Terre-Neuve. Je n'y vois pas d'inconvénient, mais j'estime qu'il serait utile que les membres du Comité soient renseignés sur les détails de ce prêt afin que nous sachions pour combien de temps il est consenti, combien d'emplois cela crée ou protège et quelles sont les garanties fournies par la compagnie pour le remboursement du prêt.

Mes collègues auront d'autres questions à poser sur ce budget supplémentaire et sur l'orientation des politiques gouvernementales en matière de pêches. En fait, monsieur le président, puisque le Ministre nous a donné quelques points de vue sur les quotas et sur ses intentions, il serait utile, des plus utiles, si nous voulons comprendre quelles sont les priorités gouvernementales, que le Ministre renseigne les membres du Comité sur la façon dont il a l'intention de traiter l'industrie du poisson de fond de la côte atlantique en 1977. Cela nous permettrait de mieux comprendre quels sont les quotas à la disposition des Canadiens par rapport à ceux réservés pour les étrangers et nous pourrions ainsi mieux comprendre le programme gouvernemental en matière de pêches pour l'avenir.

Merci, monsieur le président.

**Le président:** Merci beaucoup. Monsieur le ministre, vous avez quatre minutes et demie pour répondre à la question et faire vos observations sur les commentaires de M. Crouse.

**M. LeBlanc (Westmorland-Kent):** Monsieur le président, je suis sûr que tout ministre qui essaie de joindre les deux bouts dans le secteur dont il est responsable ne peut que déplorer le gaspillage qui se produit et moi plus que n'importe qui. C'est certainement afin de corriger une telle situation qu'on a renvoyé le rapport de l'Auditeur général à un comité où toutes ces questions peuvent être étudiées en profondeur, beaucoup mieux qu'ici.

Je m'inscris en faux contre certaines affirmations de M. Crouse. La somme de 3.9 millions de dollars dont il est question ici sera versée à d'autres ministères qui doivent étendre leurs activités pour répondre à notre demande de la même façon que le ministère des Transports et le ministère de la Défense paient le ministère de l'Environnement pour le travail qu'il effectue dans la préparation du système météoro-